

LE COURRIER CATALAN

GAZETTE D'INFORMATION BI-MENSUELLE

Rédaction et Administration : 71 Rue de Rennes, Paris (VI^e)
Abonnement Annuel : France : 75 fr. — Etranger : 50 fr.

3^e ANNÉE | N^o 61 |

16 NOVEMBRE 1926

UNE TENTATIVE ÉCHOUÉE

UN MOUVEMENT SÉPARATISTE, DONT LE CHEF ÉTAIT M. MACIÀ, ALLAIT SE DÉCLANCHER EN CATALOGNE

Los Catalanes, gente pacífica, suave, enojada, terrible, gente que con facilidad dan la vida por la honra y que por defenderlas a entrambas se adelantan a sí mismos que es como adelantarse a todas la naciones del mundo.

(Les Catalans sont des gens pacifiques, suaves, coléreux, terribles, des gens qui facilement donnent leur vie pour leur honneur et qui, pour défendre l'une et l'autre, se surpassent eux-mêmes, ce qui est comme surpasser toutes les nations du monde.)

CERVANTES

Le 2 courant, la police française pratiqua près de la frontière espagnole les premières arrestations de conjurés catalans qui s'y étaient donné rendez-vous pour passer de l'autre côté et essayer un coup de force pour libérer la Catalogne.

Les jours suivants de nouvelles arrestations furent pratiquées et le 4, le leader des séparatistes catalans, M. Francesc Macià, fut arrêté à Prats de Mollo, avec un groupe de ses amis. Le nombre des conjurés catalans arrêtés par la police française dépasse la centaine. Du matériel de guerre a été saisi.

Nous avons été des spectateurs émus de ces événements ; et, connaissant les souffrances que le peuple catalan endure depuis si longtemps et les occasions dont il est l'objet de la part du Directoire espagnol, la tentative de M. Macià et de ses amis n'est pas faite pour nous surprendre. Elle rachète en partie la honte renommée de leurs compatriotes et confirme les mots de Cervantès que nous nous plaisons à reproduire en tête de ce numéro.

Vue de ce côté-ci de la frontière, la tentative de M. Macià pourra paraître à certains païres ou donquichottesque. Elle ne l'est pas. M. Macià n'est pas assez naïf pour croire que la conquête de la Catalogne puisse se faire avec une poignée de jeunes gens. Donc, s'il a tenté ce coup de force, c'est probablement qu'il espérait trouver en Catalogne le terrain prêt pour sa réussite.

Vu de Barcelone, le geste de M. Macià peut avoir une grande portée et peut être même très riche en conséquences. Les solutions pacifiques du problème catalan proposées par les partis autonomistes n'ayant donné aucun résultat, les séparatistes, nous le disons depuis bien longtemps,

sont de plus en plus nombreux en Catalogne. C'est là un fait, et les faits ne se discutent point. Cette masse séparatiste catalane, était-elle préparée pour seconder le coup essayé par M. Macià ? Ce qui est indéniable, c'est que cette masse aura vu le geste du leader séparatiste, non pas comme un avertissement de la seule voie à laquelle pourra désormais recourir la Catalogne, si on ne donne pas satisfaction à ses justes revendications.

Tant que le problème catalan ne recevra pas une solution qui donne satisfaction à ce peuple qui ne désire que vivre en paix, il continuera à être un motif de préoccupation pour l'Espagne et un danger pour la paix européenne. L'équipée de M. Macià a prouvé que des puissances étrangères voulaient profiter du complot pour créer des difficultés internationales. Nous avons remarqué plus d'une fois que le problème catalan était à la base du problème méditerranéen. Le nom de l'Italie a été mêlé ces jours-ci à cette affaire. C'est un avertissement. Est-ce que demain ne s'y mêleront pas d'autres puissances ?

Il est donc plus urgent qu'on ne le croit de donner au problème catalan une solution équitable. Ce sont d'ailleurs les vœux que formulait naguère l'illustre journaliste qu'est M. Auguste Gauvain, lequel écrivait dans le Journal des Débats du 6 courant :

« Le catalanisme est une force que le général Primo de Rivera a eu grand tort de négliger après s'être tout d'abord appuyé sur elle. Il est incoercible. On ne le détruira point par la violence. Le plus sage serait donc de le satisfaire en ce qu'il a de légitime. »

Une déclaration des partis autonomistes catalans

On nous communique la note suivante, émanant, comme on le verra, des groupes catalans autonomistes qui ont pris part au dernier congrès des minorités :

La délégation catalane représentant tous les partis autonomistes au Congrès des groupes nationaux européens réuni à Genève en août dernier, mettait en garde les esprits avisés sur les dangers qu'on encourait de ne pas résoudre équitablement les problèmes des minorités et de groupes nationaux et ceux qui, comme le problème catalan, peuvent leur être assimilés. Pensé-t-on, disions-nous, qu'on peut étouffer ces problèmes dans l'injustice ?

La délégation catalane au dit Congrès réclamait pour la Catalogne les droits civiques supprimés, ensuite des garanties spéciales, d'accord avec le principe d'autodétermination. « Tant que la justice et les droits de l'homme ne seront rétablis chez nous — disait-elle — et tant qu'un minimum de liberté ne sera accordé à notre peuple, il y aura chez nous et malgré nous, il faut le dire, une source de désordre, d'inquiétude et de danger pour cette paix internationale que les diplomates réunis à Genève ont tant de peine à constituer. »

Les faits sont venus confirmer les prévisions des délégués catalans. Exaspérés par les vexations infligées dont les Catalans sont l'objet de la part du gouvernement espagnol, des éléments radicaux du catalanisme ont essayé de provoquer en Catalogne un soulèvement armé qui, pour le moment, n'a pas eu de suite.

C'est là un fait grave et lourd de conséquences. Il inflige, chez les Catalans, des procédés de violence auxquels ils n'avaient pas encore recourus, car les appels des Catalans en vue d'une solution d'entente sont nombreux et les quelques résultats que l'on avait obtenus sous le régime constitutionnel de l'Espagne ont été anéantis plus tard par la dictature militaire.

Cinq jours après le coup d'État du général Primo de Rivera, celui-ci fit signer au roi Alphonse un décret dit « de répression du séparatisme », qui commença la série d'attentats contre l'esprit catalan. Outre les mesures d'ordre général prises par la dictature, telles

que la suppression des articles essentiels de la Constitution du pays, la fermeture du Parlement, l'établissement de la censure pour la presse, la révocation en masse des députés provinciaux et des conseillers municipaux, etc., le gouvernement espagnol a prodigué des décrets et des ordonnances qui visent tout spécialement les Catalans.

On a défendu l'emploi du catalan dans les actes publics et officiels et on le poursuit même jusqu'au sein des corporations privées. On a fermé presque tous les cercles catalans. On a prohibé l'usage légal et toujours respecté du drapeau catalan et on en est même arrivé à une persécution opiniâtre contre les danses et les chants populaires. La direction générale de l'Enseignement primaire a interdit aux instituteurs d'enseigner dans une autre langue que l'espagnol. On a dissous jusqu'à 200 associations de jeunes garçons et de fillettes, dont le seul objet était l'encouragement de la culture populaire catalane. On a interdit les Jeux Florans. Plus d'une vingtaine de journaux catalans étaient suspendus avant la première année du Directoire. On révoqua 150 professeurs de l'Université Industrielle, et la plupart des enseignements de cette Université, créée par la « députation » de Barcelone et perfectionnée par la Mancomunitat, ont été supprimés. On emprisonna plus de 200 anciens maires ou anciens conseillers municipaux et généraux qui avaient adhéré au projet de statut d'autonomie. Depuis lors, les incarcérations et les poursuites contre quiconque est soupçonné d'avoir des sentiments catalans, se succèdent sans interruption.

Il y a eu, entre temps, plusieurs affaires qui ont fait grand bruit. Le Conseil de l'Ordre de Barcelone fut incarcéré, puis déporté, pour s'être refusé à abdiquer sa souveraineté le jour où il fut mis en demeure de ne plus employer la langue du pays.

Les décrets de persécution ne s'arrêtent pas là. On a décrété des punitions allant jusqu'à l'emprisonnement, la confiscation des biens et la suspension des droits civiques. D'après de récentes déclarations du

chef du Directoire, les Catalans partisans de l'autonomie ne seraient plus protégés par la loi.

On s'explique donc que des Catalans impatients, tels que M. Macià et ses amis, aient perdu tout espoir d'une solution d'entente et même d'une solution juridique ou diplomatique du problème catalan. Le nombre des déçus et des impatients est, en effet, chaque jour plus grand en Catalogne ; et tant que le problème catalan ne recevra pas une solution équitable, il sera un danger pour la paix européenne, car la Catalogne est au centre du problème de la Méditerranée et il y aura toujours des puissances prêtes à profiter de l'état des esprits en Catalogne pour faire, avec plus ou moins de discrétion le jeu de leur intérêt. Le soulèvement avorté et qui a été surpris au seuil même

de la frontière franco-espagnole, a pu montrer les agissements troubles d'une certaine puissance méditerranéenne.

La délégation catalane au Congrès des groupes nationaux européens affirme que la Catalogne est plus désireuse que jamais de trouver une solution pacifique à son problème national. C'est dans la paix et dans le droit que la Catalogne entend créer les institutions qui lui assurent un régime de liberté. La Catalogne a besoin d'abord des droits civiques supprimés par la dictature, et ensuite du respect que l'on doit à sa personnalité. Elle a besoin de garanties pour continuer son développement intellectuel si brillamment commencé, et pour jouer, en face du monde, dans la péninsule Ibérique, le rôle pacifique et politique auquel elle a droit.

LES ÉVÉNEMENTS

La presse française et le mouvement séparatiste catalan

Nous ne donnerons pas une information détaillée de tous les faits qui se sont produits autour de ces événements puisque la presse quotidienne en a longuement informé le public. Nous emprunterons tout de même aux journaux de Paris quelques informations.

Comment fut arrêté le colonel Macià

Le Journal des Débats du samedi 6 novembre écrivait : Le colonel Francesc Macià, chef du complot séparatiste catalan, qui, depuis trois jours, avait quitté sa villa de Bois-Colombes sans dire aux siens où il se rendait, a été arrêté, nous l'avons dit hier, en Dernière Heure, à Prats-de-Mollo (Pyrénées-Orientales), avec tout son état-major, composé de onze personnes et quatre autres partisans. Il a été conduit à la préfecture de Perpignan.

Les policiers ont découvert, à Prats-de-Mollo, un dépôt d'armes, des mitrailleuses et des munitions.

Voici dans quelles conditions s'est opérée l'arrestation du colonel Macià :

Avant-hier, dans la soirée, les commissaires Balma-dier et Bringer, qui avaient envoyé des inspecteurs en mission dans toute la région, étaient avisés que le colonel avait trouvé refuge à Prats-de-Mollo, petite bourgade voisine d'Amélie-les-Bains, à trois lieues de la frontière.

Les policiers partirent immédiatement en automobile. Ils arrivèrent dans la nuit à Prats-de-Mollo, qui est à 70 kilomètres de Perpignan.

La villa où le conspirateur catalan était logé, chez des amis, fut étroitement surveillée et, au petit jour, les magistrats français sonnèrent à la grille de la maison. Ils demandèrent à parler au colonel Macià. Après une légère attente, ils furent mis en présence de l'ancien député aux Cortès qui, malgré ses soixante-cinq ans, a conservé une sveltesse de jeune homme.

Le colonel ne fit aucune difficulté pour suivre les commissaires qui le conduisirent dans leur automobile à la préfecture.

Une perquisition à Bois-Colombes

Une perquisition minutieuse a eu lieu au domicile du colonel Macià, à Bois-Colombes, qui était en même temps le siège provisoire de la « République catalane » et le quartier général de son « armée ».

Les policiers ont saisi plus de 150 kilos de documents divers, tous relatifs au mouvement séparatiste catalan ; des malles, des valises, des ballots d'effets tenus tout prêts par les futurs « mobilisés » du colonel. On découvrit encore deux téléphones de campagne, un manipulateur d'appareil Morse, des alpenstocks et des sacs de touriste. Dans les tiroirs de plusieurs meubles, on a trouvé des milliers de timbres-poste aux couleurs de la « République catalane » et portant cette inscription : « Societat de les Nacions 1919 », et enfin, des bons d'un franc-papier qui devaient être la monnaie du futur Etat.

Opérations de police

Le même jour, le Temps donnait une longue information à laquelle nous empruntons les paragraphes suivants :

Tandis qu'on arrêtait le colonel Macià et son état-

major, la brigade mobile et la gendarmerie s'emparaient, à Saint-Laurent-de-Cerdans dans le même canton, de quatorze insurgés séparatistes qui se disposaient à rejoindre Macià à Prats-de-Mollo. Ils ont été dirigés aussitôt sur Perpignan. Les séparatistes arrêtés ne sont ni prisonniers, ni détenus, ni prévenus. Ils sont simplement retenus administrativement pour vérification d'identité et pour interrogatoire. A partir d'aujourd'hui, ils peuvent écrire en français à leurs familles pour les fixer sur leur sort ; bien entendu, cette correspondance sera sérieusement contrôlée. Les conjurés sont traités avec tous les ménagements possibles ; leur coup était monté de main de maître ; ils devaient être 600 à la frontière mercredi matin, à l'aube, pour engager les hostilités avec les troupes régulières espagnoles. Leur plan était d'attirer les forces sur la frontière et de dégarnir la place de Barcelone, qui aurait été investie par des éléments locaux qui se tenaient prêts. A cet effet, ils avaient caché en Roussillon trois ou quatre dépôts d'armes. On a découvert celui de Prats-de-Mollo ; on espère, grâce à des révélations de conjurés, trouver les autres.

On signale, dans les montagnes des Pyrénées-Orientales, des îlots de conspirateurs, qui sont maintenant désorientés, cherchant vainement leurs chefs. La police mobile et la gendarmerie qui battent les bois ne tarderont pas à les prendre. On recherche tout particulièrement trois ou quatre lieutenants de Macià cachés dans la montagne. A l'heure actuelle, le nombre officiel des séparatistes arrêtés en Roussillon est de 125.

En Espagne, la situation est calme ; deux régiments de gardes civils ont été envoyés sur la frontière franco-espagnole, non seulement pour assurer une police étroite, mais pour rechercher les dépôts d'armes et de munitions des séparatistes. Aucun journal français n'arrive à Barcelone. La censure est extrêmement rigoureuse et aucun journal espagnol ne parle du complot.

Suivant les renseignements reçus par la direction de la Sûreté générale, le dépôt d'armes et de munitions découvert à Prats-de-Mollo comprenait : 80 fusils Mauser, 1 mitrailleuse, 1 fusil mitrailleur français, 3 pistolets automatiques, 2 carabines et 20.000 cartouches.

A Paris et dans la banlieue, les opérations de police se sont poursuivies hier après-midi et ce matin.

Ajoutons que le fils de Macià, arrêté avant-hier, a été remis en liberté ce matin.

Les Catalans espagnols ont en France plusieurs organisations dont certaines n'ont pris aucune part au complot, tout en en souhaitant bien entendu le plein succès. Des journaux ont insinué que les conjurés avaient reçu des fonds de Moscou. Il n'en est rien. Le colonel Macià a été encouragé et soutenu dans sa tentative par les Catalans d'Amérique du Sud. On ignore généralement qu'une dizaine de journaux de langue catalane sont publiés en Amérique du Sud (Chili, Argentine, Mexique, Uruguay et Cuba). Ces journaux publient depuis des mois des listes de souscription en faveur du colonel Macià, chef du mouvement séparatiste catalan. Des meetings ont été tenus en l'honneur des séparatistes catalans, des quêtes ont été faites et de nombreux Américains du Sud d'origine catalane ont souscrit à l'emprunt lancé par le colonel Macià.